



[Accueil](#) > [Thèmes](#) > [Crise alimentaire](#) > [Ce que fait la Banque mondiale](#)

Disponible en: [English](#) | [Español](#) | [عربي](#)

## Crise alimentaire

### Ce que fait la Banque mondiale

(mise à jour : 13 avril 2010)

Face à l'ampleur de la crise alimentaire et à la nécessité d'intervenir rapidement, la Banque mondiale a mis en place le [Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale \(GFRP\)](#) en mai 2008. Ce dernier avait pour mission d'aider les pays les plus durement frappés par l'augmentation des prix. La réponse de la Banque s'est faite en articulation avec l'Équipe de haut niveau des Nations Unies sur la sécurité alimentaire. La Banque soutient ainsi la mise en place du Cadre global d'action (CFA).

Le Groupe de la Banque mondiale a fait passer le budget du [doté de 2 milliards de dollars](#) afin de pouvoir aider immédiatement les pays les plus durement touchés par la hausse des prix. Le GFRP a pour but de réduire la menace que constituent pour les populations pauvres l'augmentation des prix alimentaires ainsi que la hausse des coûts de la production agricole et de la commercialisation. L'argent est utilisé pour nourrir les enfants et les autres groupes vulnérables ou fournir des compléments nutritionnels aux femmes enceintes, aux mères allaitantes, aux nouveaux-nés et enfants en bas âge. Il sert aussi à couvrir les dépenses supplémentaires liées à l'importation d'aliments ou encore à acheter des semences pour la nouvelle saison de semences.

En date du 8 avril 2010, le GFRP avait approuvé plus de 1 170,4 millions de dollars sur les 1 190,4 millions destinés à 35 pays. 20 millions de dollars supplémentaires sont en cours d'affectation pour des programmes situés dans deux pays. Sur les 1 170,4 millions approuvés, 884 millions de dollars ont déjà été décaissés (75 % des fonds approuvés).

Des subventions ont également été mises à disposition via plusieurs fonds fiduciaires faisant l'objet de financements externes soutenant l'ensemble des activités du GFRP. Un Fonds fiduciaire multi-donateurs (MDTF) a bénéficié des contributions du gouvernement australien (50 millions de dollars australiens), du gouvernement espagnol (80 millions d'euros), de la République de Corée (3 milliards de won) et du gouvernement canadien (30 millions de dollars canadiens). La Fédération de Russie a également alloué 15 millions de dollars à la République kirghize et au Tadjikistan par le biais du Fonds fiduciaire russe, créé en avril 2009 en réponse à la crise alimentaire. La Commission européenne a affecté 101 millions d'euros destinés à soutenir les opérations menées dans 9 pays.

Au 8 avril 2010, 121,65 millions de dollars avaient été approuvés pour financement extérieur de fonds en fidéicomis — 6 projets financés par le MDTF, deux projets du Fonds fiduciaire russe et 5 opérations du Mécanisme de réponse rapide à la crise alimentaire financé par l'Union européenne. Le total des subventions allouées par des fonds fiduciaires bénéficiant de financements externes s'élève à 28,87 millions de dollars.

Les investissements de la Banque mondiale dans le secteur agricole, via les programmes réguliers, restent une priorité majeure. Les engagements spéciaux de la BIRD/l'IDA en faveur de l'agriculture et des secteurs liés ont doublé entre les exercices 2008 et 2009. Les nouveaux engagements ont atteint 5,3 milliards de dollars pour l'exercice 2009 contre 2,6 milliards en 2008 et une moyenne annuelle globale de 2,9 milliards de dollars durant la période 2006-2008. Le soutien du Groupe de la Banque mondiale s'articule autour de cinq domaines d'action présentés dans la Mise en place d'une agriculture de développement : Plan d'action pour l'agriculture du Groupe de la Banque mondiale, exercices 2010-2012. Ils consistent à : augmenter la productivité agricole, mettre en relation les fermiers et les marchés et renforcer les chaînes de valeur, réduire les risques et la vulnérabilité, faciliter l'accès à la sortie de l'agriculture ainsi que les revenus ruraux non agricoles, et enfin améliorer la durabilité et les services environnementaux.

Durant l'exercice 2009 (qui a pris fin le 30 juin 2009), la Société financière internationale (IFI) a investi 2 milliards de dollars dans la [banquemonde.org/.../initiatives.htm](http://banquemonde.org/.../initiatives.htm)

### FAITS ET CHIFFRES

> 1,1 milliard de personnes vivaient avec moins de 1 dollar par jour et 923 millions étaient mal nourris, avant même que les crises alimentaire, énergétique et financière ne commencent.

> Les prix alimentaires restent instables. Dans de nombreux pays, les prix locaux des aliments n'ont pas baissé, même si les prix ont chuté au niveau international.

> Lorsque les prix alimentaires sont élevés, les gens pauvres sont forcés soit de manger moins, soit de se rabattre sur des aliments moins chers et de moindre qualité, soit encore de renoncer aux dépenses de santé et d'éducation.

### Status des projets du GFRP (pdf - en anglais)

Liberia	FPCR TF	10
	FPCR TF	10
Haiti	IDA	5
Kyrgyz Republic	IDA	10
Tajikistan	FPCR TF	9

### Status des projets des fonds fiduciaires externes (pdf - en anglais)

Senegal	8		
Cambodia	8		
Tajikistan		6.25	
		0.50	
Zimbabwe	7		
Ethiopia			26.98
Sierra Leone	1		

chaîne d'approvisionnement agro-alimentaire afin de dynamiser la production, d'augmenter la part de liquidités dans les chaînes d'approvisionnement, d'améliorer la logistique et la distribution et de faciliter l'accès au crédit pour les petits exploitants. Cet effort représente une augmentation de 42 % par rapport à l'exercice 2008. La moitié des projets engagés, soit près de 30 % du volume des projets en cours, concernaient des pays IDA. De plus, les investissements en Afrique se sont élevés pour l'exercice 2009 à 160 millions de dollars, consacrés au travail du sol, au stockage et à la distribution, à la mouture des grains, à la réhabilitation des plantations et enfin au financement du commerce. Cet effort représente une hausse de 38 % par rapport à l'exercice 2008. Au cours de la première moitié de l'exercice 2010, l'IFC a engagé 22 millions de dollars pour la production d'engrais, l'infrastructure agricole, la finance rurale et le commerce alimentaire de détail. L'IFC a en outre affecté 506 millions de dollars au financement du commerce agricole.

[Tripler les investissements en faveur des filets de protection sociale](#) et d'autres programmes sociaux dans les domaines de la santé et de l'éducation, pour atteindre un montant de 12 milliards de dollars sur les deux prochaines années. Cette annonce a été faite en avril 2009.

Mettre en place un [Fonds d'appui au financement de l'agriculture](#) pour étendre la finance rurale grâce à une contribution de 20 milliards de dollars de la Fondation Bill & Melinda Gates, comme annoncé en juin 2009. Ce fonds améliorera l'accès aux services financiers tels que l'épargne, le crédit, le paiement et l'assurance.

Aider les pays à mettre en place des produits d'assurance du marché financier et des stratégies de gestion du risque afin de développer leurs capacités à répondre à une prochaine hausse des prix, concernant par exemple des produits dérivés climatiques ou des assurances sur les récoltes.

En septembre 2008, le [Malawi](#) est devenu l'un des premiers pays à utiliser le nouveau produit financier dérivé climatique de la Banque mondiale. Ces dérivés climatiques indexés facilitent le transfert des risques vers les marchés financiers. Les paiements sont déclenchés lors d'évènements climatiques défavorables, selon des conditions spécifiées à l'avance. La Banque soutient également les initiatives d'assurances indexées sur le climat en Thaïlande, au Bangladesh, au Sénégal, au Burkina Faso, au Kenya, en Jamaïque et peut-être dans les Îles Fidji. En Indonésie, la Banque et l'IFC réalisent une étude de faisabilité concernant une assurance expérimentale sur les récoltes de maïs de petits fermiers.

Les stratégies nationales de gestion des risques dans de nouveaux programmes-pays et programmes d'assistance technique au Maroc, au Malawi, au Mozambique, en Haïti, au Belize, à la Grenade, en Jamaïque et au Ghana.

Un manuel est en cours de préparation et devrait permettre de tirer les leçons des expériences de dérivés climatiques récentes et en cours, ainsi que d'apporter des conseils aux professionnels travaillant au sein et en dehors du Groupe de la Banque mondiale. Au niveau politique, une étude mondiale sur les interventions publiques dans l'assurance agricole vient d'être finalisée. De plus, l'IFC a créé un Mécanisme mondial d'assurance basé sur un indice (GIIF) qui facilitera notamment le développement de l'assurance agricole dans les pays en développement.

Engager un dialogue avec plus de 40 pays pour les aider à faire face à la crise par des politiques appropriées.

Grâce au Secrétariat de l'Équipe spéciale de haut niveau (HLTF), la Banque travaille en liaison avec des mécanismes de coordination existant au niveau national ainsi que des initiatives régionales telles que le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP) afin d'identifier les opportunités et les obstacles dans la mise en œuvre du Cadre global d'action (CFA).

(a) indique une page en anglais.

[Haut de la page](#)



[Accueil](#) | [Plan du site](#) | [Index](#) | [FAQ](#) | [Contacts](#) | [Recherche](#)  
© 2010 [Le Groupe Banque mondiale](#), tous droits réservés. [Droits](#).